

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
1. La crise française dans l'Europe	4
1.1 Une perception de l'économie nationale plus négative que dans le reste de l'UE	4
1.2 L'impact de la crise sur l'emploi : le pessimisme français	5
1.3 Des perspectives d'évolution de l'économie peu favorables, mais un certain optimisme individuel	5
2. Une Europe moins appréciée au cours de la dernière période	7
2.1 L'image de l'Union européenne : des Français plus critiques que la moyenne	7
2.2 Une Europe perçue comme insuffisamment protectrice	8
2.3 L'optimisme quant au futur de l'UE : en progrès dans une majorité d'Etats membres, en recul en France	8
3. Pas de rejet de l'Europe, mais une méconnaissance forte	10
3.1 Un soutien à l'euro largement majoritaire	10
3.2 Un sentiment de citoyenneté européenne	11
3.3 Le souhait d'une meilleure information	11

INTRODUCTION

Les sondages Eurobaromètre « Standard » sont effectués deux fois par an, au printemps et à l'automne, pour le compte de la Commission européenne. Ils sont menés dans les 28 Etats membres de l'Union européenne, dans les cinq pays candidats (Ancienne République yougoslave de Macédoine, Serbie, Turquie, Islande et Monténégro) et dans la Communauté chypriote turque située dans la zone non contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre. Dans chaque pays, un questionnaire identique est soumis à un échantillon représentatif de la population âgée de 15 ans ou plus, interrogé en face-à-face.

Cette enquête « **Eurobaromètre 80** » a été réalisée en France du 2 au 17 novembre 2013 par l'institut **TNS Sofres** auprès d'un échantillon représentatif de 1 027 personnes.

Le Président Hollande a reconnu le 27 janvier 2014 que « **nous n'avons pas réussi en 2013 à faire diminuer le chômage** », malgré une relative stabilisation au cours des derniers mois de l'année. Or le présent Eurobaromètre montre que l'emploi demeure une source majeure de préoccupation pour les Français. Invités à choisir, parmi une liste de treize propositions, les deux problèmes les plus importants auxquels est confronté leur pays, 59% des Français citent le chômage (dix points au-dessus de la moyenne européenne), nettement devant la situation économique (37%), puis l'insécurité (16%).

Les difficultés économiques et sociales de l'année 2013 se sont accompagnées d'une poursuite de la **dégradation de l'image de l'exécutif**. Selon le baromètre mensuel TNS Sofres/Figaro-Magazine¹, seuls 21% des Français déclaraient à la fin de l'année 2013 faire confiance à François Hollande pour résoudre les problèmes qui se posent à la France actuellement, contre 76% ne lui faisant pas confiance. L'Eurobaromètre 80 enregistre pour sa part une cote de confiance dans le gouvernement de seulement 14% (en recul de 10 points par rapport au semestre précédent). Il est vrai qu'au sein de l'Union, la confiance dans le gouvernement n'est majoritaire que dans cinq Etats sur vingt-huit.

De plus, 7% des Français disent désormais avoir plutôt confiance dans les partis politiques en général, tandis que la défiance atteint 89%. **Le climat actuel profite aux mouvements protestataires, à commencer par le Front national**. L'enquête annuelle réalisée par TNS Sofres² révèle en ce début 2014 que 34% des Français se disent désormais en accord avec les idées de ce parti, soit le plus haut niveau depuis la création de ce baromètre en 1984. Quelques mois plus tôt, une étude Ifop³ avait fait grand bruit, en plaçant le FN en première position des intentions de vote aux élections européennes.

Dans ce contexte, l'Eurobaromètre 80 souligne le décalage entre l'embellie constatée dans l'ensemble des pays de l'Union européenne et la persistance d'un pessimisme profond en France qui se double d'un désenchantement à l'égard de l'Europe.

¹ TNS Sofres / Figaro-Magazine, 28 novembre-2 décembre 2013, 1000 personnes de 18 ans et plus interrogées en face-à-face.

² TNS Sofres / Le Monde-France Info-Canal +, 30 janvier-3 février 2014, 1021 personnes de 18 ans et plus interrogées en face-à-face.

³ Ifop / Le Nouvel Observateur, 1-4 octobre 2013, 1893 personnes inscrites sur les listes électorales interrogées en ligne.

I. La crise française dans l'Europe

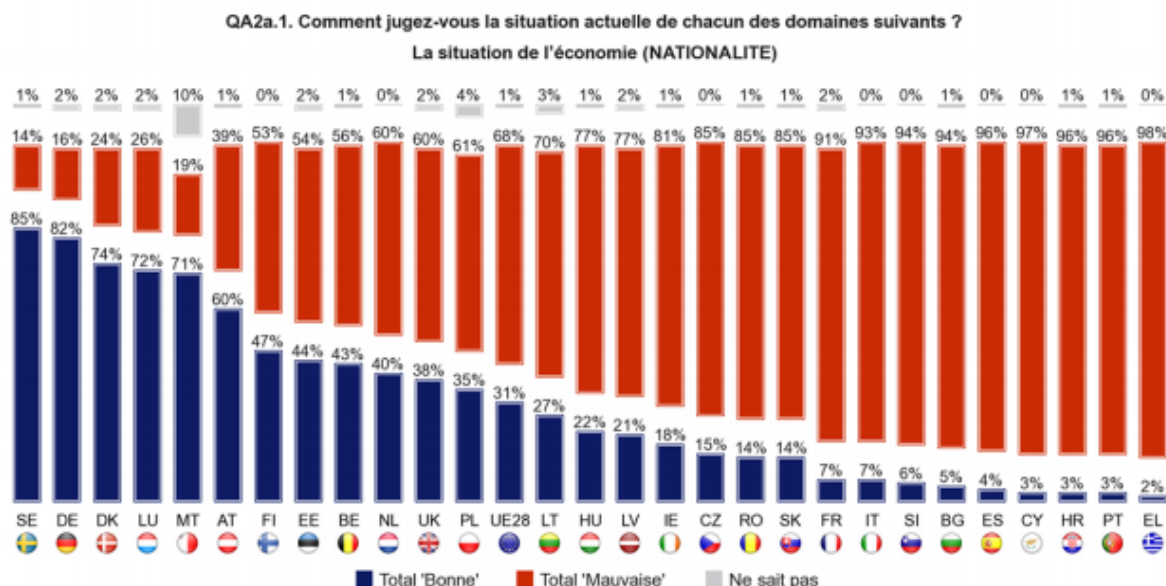
Depuis la crise bancaire de 2008, les sondages Eurobaromètre « Standard » mettent en évidence le pessimisme européen quant aux perspectives économiques européennes et nationales.

Si plusieurs indicateurs témoignent d'une certaine amélioration de la conjoncture économique aux yeux des Européens, on n'observe pas pour le moment de véritable embellie en France.

1.1 Une perception de l'économie nationale plus négative que dans le reste de l'UE

Les Français portent un jugement très sévère sur la situation économique de leur pays : 91 % des personnes interrogées la jugent en effet « mauvaise » (-1 point par rapport au printemps 2013), seuls 7 % pensent le contraire (+1).

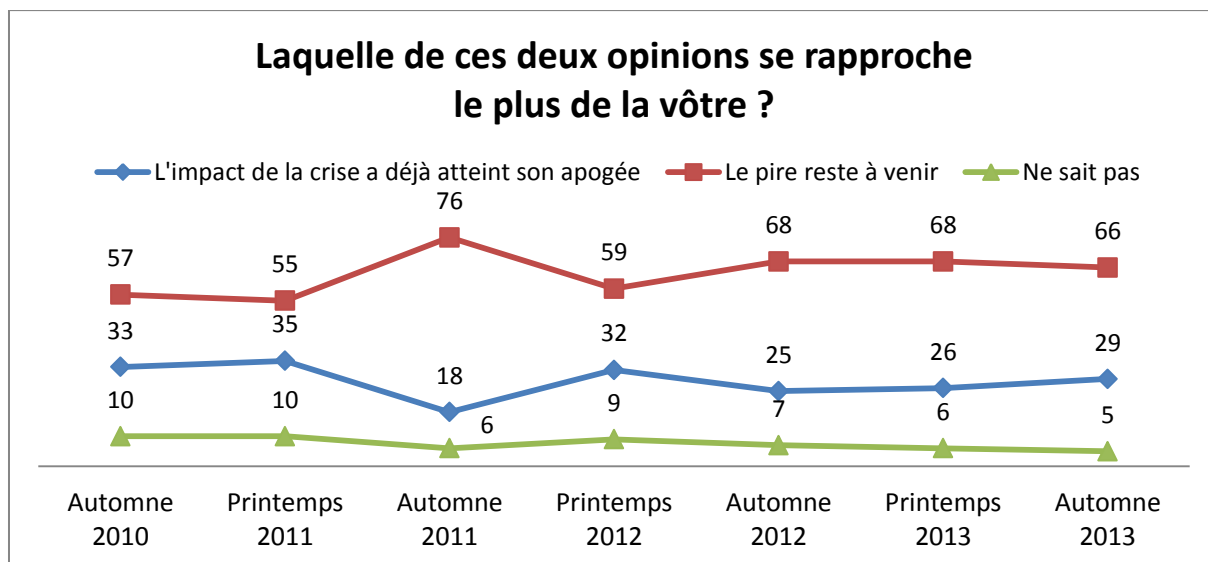
Le regard porté à la situation de l'économie française s'avère d'autant plus négatif que ces résultats demeurent stables malgré la nette amélioration à l'échelle de l'UE. En effet, **pour la première fois depuis la crise de 2008, plus de 30 % des Européens estiment que la situation de l'économie de leur pays est « bonne »** (31 %, soit 5 points de plus que lors de la précédente vague).



La France se classe ainsi parmi les pays dont la population est le plus critique envers la situation de son économie, non loin ceux qui ont rencontré des difficultés économiques et sociales très fortes (l'Europe du Sud notamment). A l'inverse, nos voisins allemands affichent une confiance sans faille quant à la situation de leur économie : par rapport à la France, la proportion de jugements positifs/négatifs est quasiment inversée (82 %/16 %).

1.2 L'impact de la crise sur l'emploi : le pessimisme français

Les Français ne sont que 29 % à penser que « l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée ». Près des **deux tiers (66 %) pensent en revanche que « le pire reste à venir »**. La France fait ainsi partie des pays les plus pessimistes puisque seuls la Grèce, le Portugal et Chypre apparaissent encore plus inquiets. Sur cette question, la courbe de l'opinion française est relativement plate, ce qui contraste avec la moyenne européenne.



A l'échelle européenne, la perception est plus positive et s'améliore : 50% des Européens continuent de penser que « le pire reste à venir » mais cette proportion est en baisse de 5 points par rapport au printemps 2013, et de 18 points par rapport à l'automne 2011. A l'inverse, 40% considèrent que l'impact de la crise sur l'emploi a atteint son apogée (+4 points depuis le printemps 2013, +17 points depuis l'automne 2011).

1.3 Des perspectives d'évolution de l'économie peu favorables, mais un certain optimisme individuel

L'état de l'économie française, n'est guère sur le point de s'améliorer à en croire les Français : à nouveau, ils semblent plutôt moins confiants que leurs voisins européens quant aux perspectives économiques nationales. Seuls 19 % des personnes interrogées (+2 points par rapport au printemps 2013) pensent que la situation économique de la France va s'améliorer dans les douze prochains mois, 37 % (-2) qu'elle va se détériorer et 40 % (+1) estiment qu'il n'y aura pas de changement. Les jeunes et les cadres font preuve d'un peu plus d'optimisme que la moyenne.

Au-delà de la situation économique, **la situation de l'emploi dans leur pays inquiète également** les Français : 41 % d'entre eux pensent que les douze prochains mois seront « moins bons » en matière d'emploi (ce qui représente tout de même un recul de trois points), 37 % pronostiquent une stabilité (+3) et 18 % espèrent néanmoins que les choses vont s'améliorer (sans changement).

Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

	La situation économique en France	La situation de l'emploi en France	La situation économique dans l'UE
Meilleurs	19%	18%	17%
Moins bons	37%	41%	29%
Sans changement	40%	37%	45%

En revanche, **concernant leur situation personnelle, les Français apparaissent beaucoup moins moroses** : 31 % des interviewés considèrent que leur vie personnelle va s'améliorer, contre 14% qui s'attendent à une dégradation et 23 % espèrent même une amélioration de la situation financière de leur ménage.

	Votre vie en général	La situation financière de votre ménage	Votre situation professionnelle
Meilleurs	31%	23%	22%
Moins bons	14%	19%	5%
Sans changement	53%	55%	56%

Par ailleurs, **83% des Français** (sans changement d'une vague à l'autre) **se déclarent toujours satisfaits de leur vie en général**, un niveau supérieur de huit points à la moyenne européenne (les résultats s'échelonnent de 97% au Danemark et en Suède à 38% en Grèce).

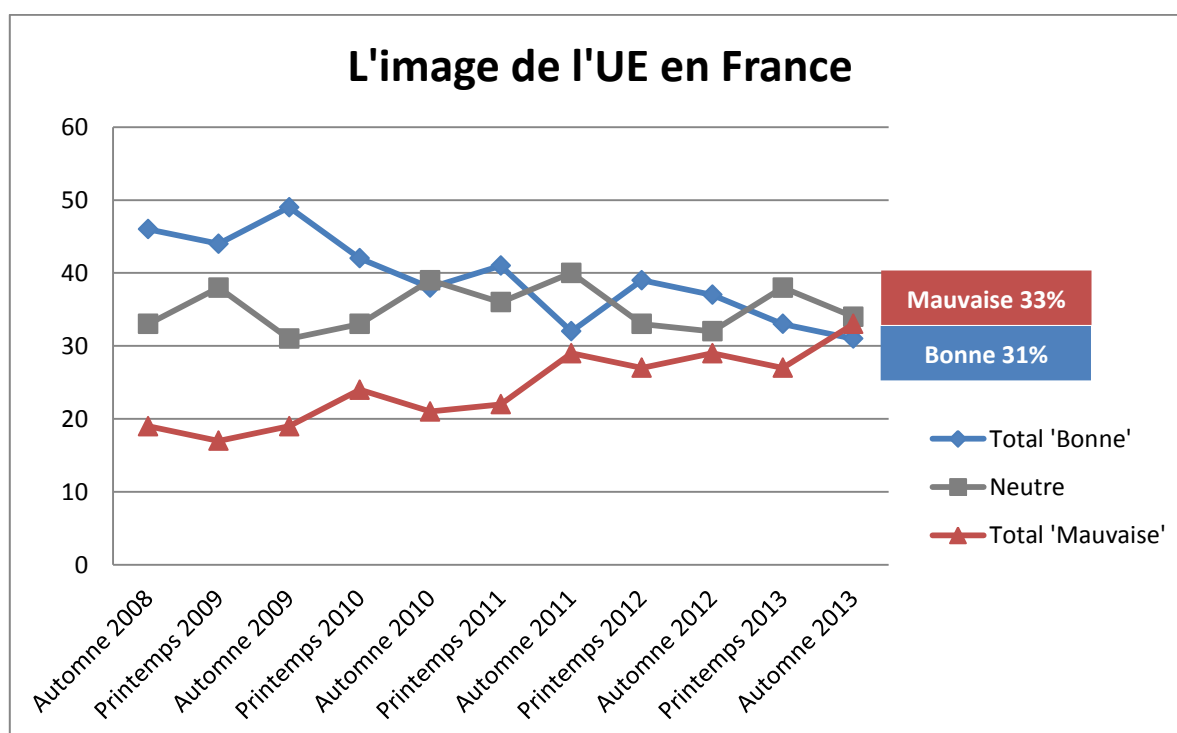
II. Une Europe moins appréciée au cours de la dernière période

2.1 L'image de l'Union européenne : des Français plus critiques que la moyenne

L'Eurobaromètre de l'automne 2011 avait révélé une nette dégradation de l'image de l'Union européenne parmi les Etats membres : 31 % des personnes interrogées dans l'Union avaient alors une image positive de celle-ci (-9 points par rapport au semestre précédent) et 26 % une image négative (+6).

Depuis lors, les données sont relativement stables, et la présente enquête enregistre même une très légère amélioration : 31 % des Européens (+1 point par rapport au printemps 2013) ont une bonne image de l'Union, tandis que 28 % (-1) en ont une mauvaise.

En France en revanche, le mouvement de dégradation de l'image de l'UE s'est plutôt poursuivi. **Pour la première fois, le nombre de personnes ayant une image négative de l'Union européenne (33%, +6 points) devance même, de peu, ceux qui en ont une image positive (31 %, -2).**



Au demeurant, l'image de l'UE apparaît nettement meilleure chez les jeunes : 45 % des 15-24 ans ont une bonne image de l'UE. Chez les 25-34, 35-44 et 45-54 ans, la proportion est respectivement de 35 %, 27 % et 24 %. Le clivage est encore plus net selon la catégorie socioprofessionnelle : la majorité des cadres a une vision positive des institutions européennes (51 %), contre seulement 21 % des ouvriers.

On notera aussi que la France fait partie des sept pays de l'Union, sur vingt-huit, parmi lesquels la proportion de citoyens déclarant plutôt ne pas faire confiance à l'UE a progressé par rapport au printemps 2013 : ils représentent désormais 63% des Français (+ 6 points, soit la plus forte hausse).

2.2 Une Europe perçue comme insuffisamment protectrice

Cette inversion de tendance repose sur une vision très critique du rôle de l'Union européenne à l'égard de l'économie française.

Pour près des deux tiers des Français, « L'UE est responsable des mesures d'austérité en Europe » : 19% se déclarent tout à fait d'accord avec cette affirmation et 46% plutôt d'accord, soit un total de 65% (qui atteint même 70 % chez les ouvriers).

A peine **22% jugent que « L'UE crée les conditions nécessaires pour plus d'emplois en Europe »** (-2 points par rapport au semestre précédent), ce qui constitue la plus fiable proportion de tous les Etats membres : la moyenne européenne est de 40% (+3).

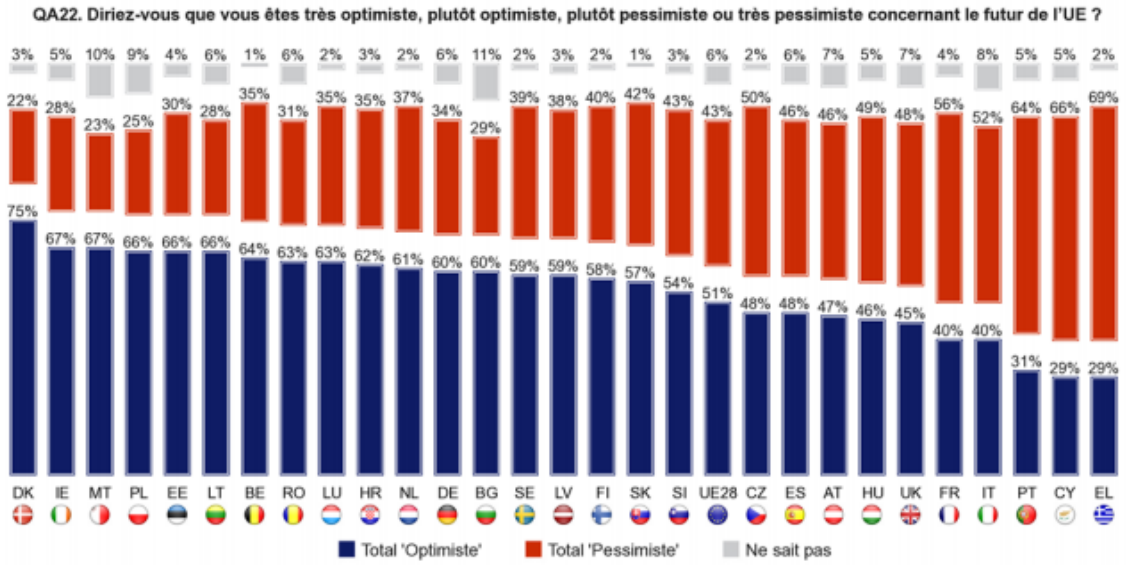
A cela s'ajoute la **sensibilité particulière de l'Hexagone vis-à-vis de la mondialisation**. Une enquête Eurobaromètre Flash réalisée en octobre 2013⁴ avait par exemple montré que les Français 52% la perçoivent plutôt comme une menace (52%) que comme une chance (36%).

La présente étude indique pour sa part qu'aux yeux de 55% des Français, l'Union européenne ne permet pas de « protéger les citoyens européens contre les effets négatifs de la mondialisation », alors que la proportion n'est que de 44% parmi l'ensemble des citoyens de l'Union. En France, près des deux tiers des chômeurs partagent cette opinion (65 %). Dans le même temps, 85% des Français ne pensent pas que leur pays seul pourrait faire face aux effets négatifs de la mondialisation, soit le niveau le plus élevé, à égalité avec le Luxembourg.

2.3 L'optimisme quant au futur de l'Union européenne : en progrès dans une majorité d'États membres, en recul en France

Enfin, si **40% des Français se montrent optimistes pour l'avenir de l'Union européenne** (-4 points par rapport au printemps 2013), **56% (+4) se déclarent désormais pessimistes**. L'évolution est là encore **à contre-courant de la tendance européenne** puisqu'au niveau de l'Union dans son ensemble 51% sont optimistes (+2) et 43% pessimistes (-3). La France est le quatrième pays où le pessimisme sur l'avenir de l'Union est le plus partagé, après la Grèce, Chypre et le Portugal. En revanche, plus des deux tiers des citoyens affichent leur optimisme européen dans des pays aussi divers que le Danemark, l'Irlande ou Malte.

⁴ Eurobaromètre Flash 387, *Les Français et l'Union européenne*, TNS Political & Social / Représentation en France de la Commission européenne, 21-23 octobre 2013, 1001 personnes de 15 ans et plus interrogées par téléphone. Rapport complet : http://ec.europa.eu/public_opinion/flash/fl_387_fr.pdf.



III. Pas de rejet de l'Europe, mais une méconnaissance forte

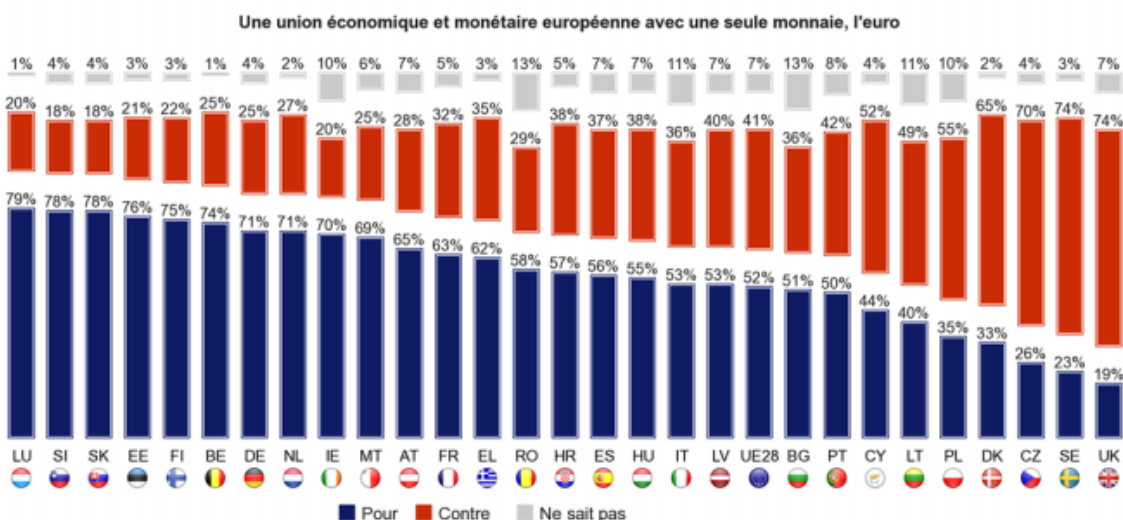
3.1 Un soutien à l'euro largement majoritaire

Malgré l'érosion de l'image de l'Union européenne en France, ce pays figure toujours parmi ceux qui sont **favorables à l'euro**.

Les Français sont en effet 63 % (+1 point depuis le printemps 2013) à se déclarer pour « une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro ». Le taux d'approbation est directement **corrélé à la catégorie sociale** : on compte 54 % de partisans de l'euro parmi les personnes se considérant comme appartenant à la classe ouvrière, 65 % parmi la classe moyenne et 79 % pour la catégorie supérieure.

La France se situe à un niveau **équivalent à la moyenne de la zone euro**, où le principe de la monnaie unique est également soutenu par 63% des personnes interrogées. En dehors de la zone euro, 34% des sondés sont en faveur de la monnaie unique (+5). L'opposition à l'euro ne l'emporte que dans sept pays, tous (à l'exception de Chypre) étant en dehors de la zone euro.

QA17.1. Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.



Selon un autre sondage récent⁵, seulement 29% des Français seraient d'accord avec l'idée de supprimer l'euro et de revenir au franc, en recul de cinq points par rapport à 2010.

⁵ TNS Sofres / Le Monde-France Info-Canal +, 30 janvier-3 février 2014, 1021 personnes de 18 ans et plus interrogées en face-à-face.

De la même manière, les Français n'imaginent pas pour la plupart d'entre eux que la solution réside dans une sortie de l'UE : 61 % des interviewés (+2 points par rapport au printemps 2013) ne considèrent pas que la France pourrait mieux faire face au futur si elle était en dehors de l'UE même si 31 % d'entre eux (+1) partagent cette idée.

Par ailleurs, **70% des Français pensent que la voix de l'UE compte dans le monde**. Les Français sont enfin 61% à se prononcer en faveur d'une politique étrangère commune et même **77% à soutenir une politique de sécurité** et de défense commune.

3.2 Un sentiment de citoyenneté européenne

57% des Français se sentent citoyens de l'Union européenne (tout à fait : 19%, plutôt : 38%), contre 42% d'opinions contraires (plutôt pas : 24%, pas du tout : 18%).

Les sentiments européens sont le plus fortement exprimés au Luxembourg (85%) et à Malte (74%), le plus faiblement en Grèce (42%) et au Royaume-Uni (42%).

Interrogés sur **les valeurs qui représentent le mieux l'UE**, les Français citent en premier lieu, parmi une douzaine de propositions, **la paix** (54%, 17 points au-dessus de la moyenne européenne) **et les droits de l'homme** (47%, 13 points au-dessus de la moyenne).

Par ailleurs, si seulement 29% des Français disent connaître leurs droits en tant que citoyens de l'UE (la proportion la plus faible parmi les vingt-huit pays), 68% aimeraient en savoir plus sur ces droits.

3.3 Le souhait d'une meilleure information

Ce désir d'information se manifeste de manière plus large. En effet, les Français sont, après les Italiens et les Portugais, ceux qui se déclarent le moins d'accord avec l'affirmation « Je comprends le fonctionnement de l'UE ». En France, 43% sont d'accord (64 % chez les personnes ayant fait des études supérieures) et 56% pas d'accord, alors qu'au niveau de l'Union dans son ensemble, le rapport est de 50% à 47%.

Les Français sont **80% à s'estimer pas très bien ou pas du tout informés** sur les questions européennes, un point derrière les Espagnols qui détiennent le record.

Le traitement médiatique des questions européennes participe peut-être à cette situation. **La télévision constitue pour les Français la première source d'informations** sur les affaires politiques européennes (56%), loin devant la radio (13%), Internet (10%) et la presse écrite (9%).

Or respectivement **47% et 41% des Français pensent que la télévision et la radio ne consacrent pas suffisamment de temps aux sujets européens**, ce qui correspond dans les deux cas au niveau le plus élevé de tous les Etats membres. Ils ne sont que 7% et 2% à considérer que ces médias consacrent trop de temps à l'Europe.

En général, pensez-vous que la télévision/radio française parle trop, suffisamment ou trop peu de l'UE ?

	La télévision	La radio
Trop	7%	2%
Suffisamment	37%	35%
Trop peu	47%	41%
NSP	9%	22%

Une récente étude de TNS Sofres⁶ confirme ce sentiment : l'entrée de la Croatie dans l'Union européenne qui figure en tête des sujets dont les Français estiment que les médias ne leur ont pas assez parlé en 2013.

Un résultat est particulièrement emblématique de la méconnaissance des institutions européennes : la France, qui héberge à Strasbourg le Parlement européen est, avec les Pays-Bas, **le pays de l'Union européenne où l'on connaît le moins le mode d'élection des députés européens.**

Invités à se prononcer sur l'exactitude ou non de la proposition « les membres du Parlement européen sont élus directement par les citoyens de chaque Etat membre » : seulement 44 % des Français répondent que cette affirmation est vraie, contre 36 % qui pensent qu'elle est fausse et 20 % qui ne se prononcent pas.

Alors que seulement 36% des Français pensent que leur voix compte en Europe, beaucoup reste à faire pour que les citoyens saisissent les enjeux du scrutin du 25 mai prochain.

⁶ Baromètre annuel des médias TNS Sofres / La Croix, 3-6 janvier 2014, 1023 personnes de 18 ans et plus interrogées en face-à-face.